

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 23 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTTEAM)

Rue Ambroise Croizat
59125 Trith-Saint-Léger

Références : 2024-V1-212
Code AIOT : 0007001964

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTTEAM) implanté Rue Ambroise Croizat ZI TEAM 59125 Trith-Saint-Léger. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIOLE LOGISTIQUE (ex MANUGESTTEAM)
- Rue Ambroise Croizat ZI TEAM 59125 Trith-Saint-Léger
- Code AIOT : 0007001964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Hiolle Logistique (ex MANUGESTTEAM) est une filiale du groupe Hiolle Industries.
Le site a la particularité d'être installé sur un ancien site de l'usine USINOR.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 21/12/2007. L'installation est soumise à autorisation au titre des rubriques 1510 : Entrepôts de stockage matières combustibles de la nomenclature et 286 : Métaux (stockage et activités de récupération de déchets et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage). Il est également soumis à déclaration notamment pour la rubrique 2171 : Fumiers, engrais et supports de culture.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21/08/2020, les rubriques de classement ont été mises à jour. Il en ressort que le site est désormais soumis à autorisation pour la rubrique 1510, à enregistrement pour la rubrique 2713 et à déclaration pour les rubriques 1530 et 2171.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative et déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1 | suppression | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|---|-------------------|
| 2 | Arrêté de mesures d'urgence | AP de Mesures d'Urgence du 20/10/2020, article 1 et 2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé :

- 1 non-conformité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/10/2022 faisant l'objet d'une proposition de suppression au titre de l'article L.171-7.II du code de l'environnement ;
- 3 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1 et 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1er –</u></p> <p>La société Hiolle Logistique, exploitant une installation de transit, regroupement de déchet non dangereux non inertes, sise Avenue Ambroise Croizat sur la commune de Trith-Saint-Léger, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit en déposant conformément à l'article R.181-46 du code de l'Environnement un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations. Un formulaire cerfa N°14734*03 relatif à « une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale » sera déposé en parallèle du dossier de porter à connaissance si besoin ;• soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état du site prévue à l'article L.512-46-25 du Code de l'environnement. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure.• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 3 mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement.• Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé dans un délai de 12 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.). <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p><u>Article L171-7.II</u></p> <p>[.]</p> <p>II.- S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.</p> <p>Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.</p> |

Constats :

Depuis la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/10/2022, l'autorité administrative n'a reçu aucun des éléments suivants :

- le choix de l'exploitant pour satisfaire à la mise en demeure entre la régularisation et la cessation de l'activité ;
- un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement ;
- un dossier de porter à connaissance, ni des éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

Les délais relatifs aux différentes options de régularisation des activités sont échus.

La visite des installations a permis de constater que les tas de déchets de RBA sont toujours présents au niveau des halls n° 9, n° 10 et en extérieur dans la zone n° 80.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir débuté l'évacuation des tas de déchets de RBA.

Fait avec suite n° 1 (proposition d'arrêté préfectoral de suppression) :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectées puisque l'exploitant n'a pas réalisé de démarche visant à régulariser ses activités et n'a pas procédé à l'évacuation des déchets de RBA.

Il est proposé au préfet d'ordonner la suppression des installations, consistant à évacuer l'intégralité des déchets de RBA dans des filières dûment autorisées, et à la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Au regard des démarches et travaux nécessaires, un délai de 6 mois est proposé

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Suppression |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Arrêté de mesures d'urgence

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 20/10/2020, article 1 et 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement des moyens de détection et de protection contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : <u>Article 1er – Objet</u> La société HIOLE LOGISTIQUE, ci-dessous dénommée exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite sur la commune de Trith-Saint-Léger. Ces dispositions font suite au stockage des déchets combustibles appartenant à la société OMICA (Belgique) dans les halls n°9 et n°10 et à l'extérieur. <u>Article 2 –</u> L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai de 20 jours à compter de la notification du présent arrêté, une étude relative au renforcement des moyens de détection et de défense contre l'incendie des halls n°9 et 10 et du stockage de RBA situé à l'extérieur. Cette étude devra prendre en compte le caractère instable des déchets stockés pouvant provoquer un phénomène d'auto-combustion, et contenir a minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• descriptions des moyens de détection contre l'incendie existants tenant compte de ces phénomènes d'auto combustion des RBA et actions à mettre en place pour renforcer ces moyens de détection le cas échéant ;• descriptions des moyens de défense contre l'incendie existants et actions à mettre en place pour renforcer ces moyens de défense le cas échéant (ex : moyen de manutention pour étaler le tas de déchets) ;• plan d'action détaillant les actions opérationnelles et organisationnelles que l'exploitant met en place dans le cadre des moyens de lutte contre l'incendie des halls de stockage 9 et 10 et du stockage extérieur de déchets. La mise en œuvre de ce plan d'action devra être achevée dans un délai ne dépassant pas 20 jours à compter de la remise de l'étude. Une visite du SDIS (SDIS Nord - Groupement Prévision ou Héritier) doit être réalisée dans un délai de 20 jours à compter de la notification du présent arrêté et suite à cette visite, l'avis du SDIS sur cette étude sera remis dans ce même délai. |
| Constats : Par courrier du 10/11/2020 la société HIOLE LOGISTIQUE a transmis ses propositions relatives au renforcement des moyens de détection et de défense contre l'incendie des tas de déchets de RBA présents dans les halls n° 9 et n° 10 et à l'extérieur. Sur la base de ces éléments, le SDIS a fait part de ses observations par courrier 01/12/2020 sur les mesures mises en place ou qui doivent l'être. Par courrier du 17/12/2020 et sur la base des éléments susvisés, l'inspection des ICPE a informé la société HIOLE des actions de prévention et de protection à mettre en oeuvre tant que les déchets de RBA n'auront pas été évacués du site. |

La visite des installations a permis de constater par sondage la mise en œuvre des mesures suivantes :

- La présence du dispositif de détection incendie dans le hall n° 9 a été constatée. Ce dispositif a été contrôlé la dernière fois par la société ERYMA le 19/03/2024. L'attestation correspondante a été présentée ;

- le registre des rondes des tas de déchets de RBA effectuées par le personnel pendant les heures ouvrées est présenté.

Celui-ci fait état de :

- 3 rondes par jour (9h – 13h – 16h) ;
- les critères de contrôle : absence de fumerolles, absence d'odeur et absence d'activités à moins de 50 m sont clairement précisés et font chacun l'objet d'un constat ;
- le nom du personnel chargé du contrôle est précisé une fois par feuille du registre. Or, il s'avère qu'une feuille comprend 3 jours de contrôles, soit 9 rondes.

Observation n°1 :

Il convient de préciser pour chaque ronde le nom de la personne qui a réalisé les contrôles et de prévoir son émargement.

- le registre des relevés de température de l'ensemble des tas réalisés en dehors des heures ouvrées par la société de gardiennage est présenté. Celui-ci fait état de relevé quotidien.

Aucune variation importante de température, notamment durant la période estivale, n'est constatée sur les pages consultées par sondage. Les registres sont dûment conservés.

Il est précisé sur chaque page du registre d'appeler les secours en cas de départ de feu ou de hausse des températures. Le type d'information à communiquer dans le message d'alerte est également mentionné.

Observation n°2 :

Les registres font état de l'absence d'anomalie sans toutefois définir les types d'anomalies susceptibles d'être constatées.

Il convient de préciser sur les registres les contrôles à réaliser et les types d'anomalies susceptibles d'être constatées au regard des éléments du registre des rondes internes (cf. ci-dessus).

Observation n°3 :

Le seuil de 50°C défini dans le courrier du 10/11/2020 à partir duquel l'appel des secours doit être déclenché mérite d'être précisé sur chaque page du registre.

- Un dispositif d'astreinte de personnel est mis place 24h/24 et 7j/7, afin de mobiliser un conducteur d'engins de manutention sous une heure. Deux personnes participent à ce dispositif. Ces 2 personnes sont formées au port de l'Appareil Respiratoire Isolant (ARI). Les attestations de formation ont été présentées ;

- la présence d'un ARI et de 2 réserves d'oxygène de 6 litres chacune n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection ;

- une zone libre d'environ 4 000 m² et nettoyée de toutes matières combustibles est disponible pour l'étalement à proximité du tas extérieur de RBA ;

- lors de la visite il a été constaté que le stock de terre permettant des actions d'étouffement de matière en combustion était peu opérationnel car distant d'environ 300 m des tas de déchets de RBA, recouvert de végétation et difficilement accessible en raison de la présence de stockage à proximité (blocs béton et pièces métalliques de grande dimension). Il a été demandé à l'exploitant de rapprocher le stock de terre au plus proche des déchets de RBA.

Par courriel du 26/03/2024, l'exploitant a précisé avoir reconstitué un stock de terre à proximité des tas extérieurs de RBA pour un tonnage avoisinant les 300 tonnes. L'exploitant a joint une photo pour justifier ses propos.

- Un mode opératoire dénommé « Procédure de déclenchement des secours spécifiques hall n° 9 hall n° 10 zone n° 80 » a été présenté. Celui-ci précise :

- les coordonnées des 2 personnes d'astreinte à prévenir ;
- les coordonnées d'une société à contacter pour pomper les eaux en cas d'extinction incendie ;
- les coordonnées de la société de gardiennage en dehors des heures ouvrées ;
- les actions à réaliser en cas de détection incendie ou de fortes évolutions des températures des tas de déchets ;
- le mode opératoire à réaliser pour le pompage des eaux ;
- des photos de la vanne d'isolement ;
- un plan localisant l'entrée du site, les poteaux incendie, la vanne d'isolement et les points de rassemblement.

- il n'a pas été constaté d'activité autre que l'entreposage de déchets de RBA dans les halls n° 9 et n° 10.

Type de suites proposées : Sans suite